CD(1983)16

CD/6/1

COLLECTION CICR

CONSEIL DES DELEGUES

Genève, 13 - 14 octobre 1983

# REVISION DU REGLEMENT SUR L'USAGE DE L'EMBLEME DE LA CROIX-ROUGE, DU CROISSANT-ROUGE ET DU LION-ET-SOLEIL-ROUGE PAR LES SOCIETES NATIONALES

(Suite donnée à la Résolution XII de
la XXIVe Conférence internationale)

**(Point 6 de l'ordre du jour provisoire)**

Document établi
par
le Comité international de la Croix-Rouge

**Genève, juillet 1983**

INTRODUCTION

En 1981, la XXIVe Conférence internationale de la Croix-Rouge, prenant en considération les améliorations qui pouvaient être apportées au Règlement sur l'usage de l'emblème de 1965, ainsi que la nécessité d'adapter ce règlement au regard des Protocoles additionnels de 1977, adoptait une résolution sur la révision du "Règlement sur l'usage de l'emblème de la croix rouge, du croissant rouge et du lion-et-soleil rouge par les Sociétés nationales" (résolution XII).

Cette résolution chargeait le CICR de préparer un projet de révision de ce règlement pour la prochaine Conférence internationale, en collaboration avec la Ligue et les Sociétés nationales. Aux termes de cette résolution, le projet devait être préalablement soumis au prochain Conseil des délégués.

Donnant suite à cette résolution, le CICR a envoyé aux Sociétés nationales, en date du 21 décembre 1981, un questionnaire sur les modifications que celles-ci désiraient apporter au Règlement de 1965. Les réponses des Sociétés nationales ont permis au CICR d'identifier les principaux points nécessitant une adaptation du Règlement de 1965.

Conformément aux directives de la Résolution XII de la Conférence de Manille, le présent projet de Règlement a été établi, en collaboration avec la Ligue, consultée lors de plusieurs séances de travail.

Il a été jugé utile qu'un texte commentant succintement certaines dispositions du nouveau Règlement sur l'usage de l'emblème par les Sociétés nationales, ou effectuant les renvois nécessaires aux articles pertinents des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole additionnel I de 1977, accompagne le nouveau Règlement. Afin de faciliter la lecture conjointe des dispositions du présent projet de Règlement et de leur commentaire, le texte du commentaire relatif à un projet d'article a été placé immédiatement après celui-ci.En vue de permettre une distinction claire entre les projets d'articles et le commentaire, celui-ci a été inséré en italique.

En ce qui concerne le contenu du présent projet de Règlement, il y a lieu d'apporter les remarques suivantes :

1. Seul le terme "emblème" a été retenu. Ce terme couvre aussi bien l'emblème du mouvement de la Croix-Rouge (usage indicatif appelé, par extension, emblème indicatif) que l'emblème de la Convention (usage protecteur appelé, par extension, emblème protecteur). Ce terme couvre les expressions des Conventions de Genève et du Protocole additionnel I telles que : signe distinctif, signe de la Convention, emblème de la croix rouge sur fond blanc, etc.

2. Toute référence au lion-et-soleil rouge a été supprimée. Cet emblème n'est en effet plus utilisé depuis juillet 1980, date à laquelle la République islamique d'Iran a décidé d'adopter le croissant rouge en lieu et place du lion-et-soleil rouge.

3. Le nouveau Règlement est applicable à toutes les Sociétés nationales, que l'Etat soit ou non partie au Protocole additionnel I. Le commentaire fait les renvois nécessaires aux Conventions de Genève et au Protocole additionnel I.

4. Bien que les Sociétés nationales aient fait relativement peu de propositions de modification de la réglementation relative à l'usage de l'emblème indicatif, la partie du Règlement le concernant a été passablement remaniée, dans le but de rendre le Règlement le plus simple et le plus clair possible. On a parfois prévu un assouplissement de l'usage de l'emblème indicatif, pour adapter la réglementation à l'usage actuel, et dans l'espoir que cela permette un meilleur contrôle des utilisations réellement abusives, qui portent atteinte au respect et à la dignité de l'emblème.

Enfin, on relèvera que, en vertu de l'article 54 de la Ire Convention de Genève et de l'article 18, paragraphe 8, du Protocole additionnel I, il incombe aux pouvoirs publics, dans tous les Etats parties aux Conventions comme dans ceux qui sont également liés par les Protocoles, de prendre les mesures législatives ou réglementaires nécessaires pour donner effet aux dispositions de ces traités qui protègent l'emblème contre tout abus. Afin d'aider les Etats à remplir cette tâche importante et délicate, le CICR avait établi un Guide explicatif sur la réglementation nationale pour l'usage et la protection de l'emblème, qui a été adopté par la XXIV Conférence internationale

de la Croix-Rouge (document CPA/5.1/1). Il paraîtrait opportun,lorsque le Règlement révisé entrera en vigueur, que le Guide explicatif et le Règlement soient réunis dans un même document.

# PROJET DE REGLEMENT SUR L'USAGE DE L'EMBLEME DE LA CROIX ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE PAR LES SOCIETES NATIONALES

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE

CHAPITRE 1er : REGLES GENERALES

Article 1er : But de l'emblème
Article 2 : Respect et dignité de l'emblème
Article 3 : Distinction
Article 4 : Compétences
Article 5 : Figuration
Article 6 : Visibilité de l'emblème protecteur
Article 7 : Usage de l'emblème indicatif en temps de conflit armé
Article 8 : Réglementation

CHAPITRE II : USAGE DE L'EMBLEME PROTECTEUR

Section 1 : GENERALITES

Article 9 : Modalités d'utilisation
Article 10 : Société nationale d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit
Article 11 : Utilisation simultanée de l'emblème et du nom de la Société nationale et de l'emblème protecteur

Section 2 : LES PERSONNES

Article 12 : Le personnel sanitaire de la Société nationale
Article 13 : Circonstances se prêtant au port de l'emblème protecteur
Article 14 : Carte d'identité

Section 3 : LES BIENS

Article 15 : Les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire
Article 16 : Navires-hôpitaux et embarcations des sauvetages côtières
Article 17 : Autres navires et embarcations sanitaires
Article 18 : Aéronefs sanitaires
Article 19 : Signaux distinctifs
Article 20 : Signalisation dès le temps de paix

CHAPITRE III : USAGE DE L'EMBLEME INDICATIF

Section 1 : LES PERSONNES

Article 21 : Membres actifs et membres passifs
Article 22 : Membres de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la Jeunesse
Article 23 : Membres des Sociétés affiliées
Article 24 : Personnes individuelles formées par la Société nationale

Section 2 : LES BATIMENTS

Article 25 : Bâtiments et locaux utilisés par la Société nationale
Article 26 : Bâtiments et locaux appartenant à la Société nationale, non occupés par elle

Section 3 : HOPITAUX, POSTES DE SECOURS ET VEHICULES

Article 27 : Hôpitaux, postes de secours et véhicules de la Société nationale
Article 28 : Hôpitaux, postes de secours et ambulances dirigés ou utilisés par des tiers

Section 4 : DIFFUSION, RECHERCHES DE FONDS, EMPLOIS DIVERS

Article 29 : Matériel de diffusion et de propagande
Article 30 : Objects mis en vente ou offerts au public par la Société nationale
Article 31 : Services offerts et manifestations organisées par la Société nationale
Article 32 : Demandes de tiers à mettre des objets en vente
Article 33 : En cas de collaboration avec d'autres organisations
Article 34 : Médailles et autres témoignages de reconnaissance
Article 35 : Envois de secours

PREAMBULE

1re Convention de Genève du 12 août 1949. Usage protecteur et usage indicatif

La Ire Convention de Genève du 12 août 1949 - pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne - fait la distinction, dans son article 44, entre deux usages différents de l'emblème : l'usage protecteur et l'usage indicatif; par extension, on parle d'emblême protecteur et d'emblème indicatif.

L'emblème protecteur constitue la manifestation visible de la protection conférée par le droit international humanitaire à certaines personnes et à certains biens, soit, essentiellement, à ceux qui appartiennent au Service de santé de l'armée ou qui sont mis à disposition de ce Service.

L'emblème indicatif indique que des personnes ou des biens ont un lien avec le mouvement de la Croix-Rouge, mais sans bénéficier de la protection conférée par le droit international humanitaire.

L'article 44 fixe également, dans leurs grandes lignes, les usages licites de l'emblème et le rôle des Sociétés nationales dans ce domaine.

Protocole I. Extension de l'usage de l'emblème protecteur. Signaux distinctifs

Le Protocole I du 8 juin 1977 - relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux et additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 - permet un usage plus large de l'emblème protecteur en l'étendant, sous réserve du consentement des autorités compétentes, à toutes personnes, toutes unités, tous moyens de transport, civils ou militaires, exclusivement affectés à des fins sanitaires ou religieuses. Le Protocole I introduit, en outre, la possibilité d'utiliser des signaux distinctifs, c'est-à-dire tout moyen de signalisation destiné exclusivement à permettre l'identification des unités et moyens de transport sanitaires tels que les signaux lumineux, les signaux radio et les moyens d'identification électroniques.

Contenu du règlement

Le présent règlement précise diverses modalités de l'usage de l'emblème par les Sociétés nationales et leurs membres, à la lumière des stipulations du droit international humanitaire et des principes fondamentaux du mouvement de la Croix-Rouge. Il débute par des règles générales, dans le chapitre premier, qui doivent permettre de résoudre les cas qui n'auraient pas été expressément prévus dans les chapitres II et III, relatifs à l'usage, respectivement, de l'emblème protecteur et de l'emblème indicatif.

## Chapitre 1er : REGLES GENERALES

### Article 1er : But de l'emblème

L'emblème protecteur est destiné à signaliser et protéger, en cas de conflit armé, le personnel, les unités, les moyens de transport sanitaires, y compris leur matériel, ainsi que le personnel religieux et son matériel.

L'emblème indicatif indique que des personnes ou des biens ont un lien avec le mouvement de la Croix-Rouge. Il est exclusivement réservé aux institutions de la Croix-Rouge.

*Il s'agit en fait d'un seul et même emblème, dont on peut faire deux usages différents : indication de la protection conférée par le droit international humanitaire ou indication d'un lien avec le mouvement de la Croix-Rouge.*

### Article 2 : Respect et dignité de l'emblème

L'utilisation de l'emblème se fera toujours de manière à ce que rien ne vienne en affaiblir le respect ni en ternir la dignité.

*Non seulement les abus seront prohibés, mais aussi les mauvaises utilisations : la Société nationale veillera à ce que l'emblème indicatif ne soit pas lié, par exemple, à des activités politiques, commerciales, contraires aux bonnes moeurs ou portant atteinte à la santé ou à l'honneur d'autrui.*

Article 3 : Distinction

Tout risque de confusion entre l'emblème protecteur et l'emblème indicatif doit être évité.

*Ce n'est pas tant de la figuration de l'emblème que dépend le risque de confusion, que des circonstances entourant son utilisation; c'est donc surtout dans les situations où l'emblème protecteur peut être utilisé, à savoir lors de conflits armés, qu'intervient la nécessité d'éviter tout risque de confusion; voir à ce sujet l'article 7 ci-dessous.*

Article 4 : Compétences

La Société nationale ne peut utiliser l'emblème protecteur qu'avec l'accord de l'Autorité compétente de l'Etat (ci-après : l'Autorité) et conformément aux modalités fixées par cette Autorité.

La Société nationale peut utiliser l'emblème indicatif, en temps de paix et en temps de conflit armé, dans les limites fixées par ses statuts, la législation nationale et le présent Règlement.

*Ad paragraphe 1er : La Société nationale n'a donc pas le droit, en tant que telle, d'utiliser l'emblème protecteur. Il appartient aux Etats de prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'utilisation de l'emblème protecteur et le contrôle de cette utilisation.*

Article 5 : Figuration

L'emblème protecteur conservera toujours la forme pure, c'est-à-dire qu'il ne comportera aucune adjonction ni sur la croix ou le croissant, ni sur le fond blanc. On utilisera une croix à quatre branches égales formées de deux traverses, l'une verticale et l'autre horizontale, se coupant en leur milieu. La forme et l'orientation du croissant sont libres. Ni la croix, ni le croissant ne toucheront les bords du drapeau ou de l'écusson. La nuance du rouge n'est pas fixée. Le fond sera toujours blanc.

L'emblème indicatif sera, dans la mesure du possible, entouré ou souligné du nom ou des initiales de la Société nationale. Aucun dessin ou inscription ne figurera sur la croix ou le croissant qui sera, par ailleurs, toujours l'élément dominant de l'emblème. Le fond sera toujours blanc.

Toutefois, à des fins de diffusion, de recherches de fonds ou sur des médailles ou autres témoignages de reconnaissance, une figuration de fantaisie est admise en cas d'utilisation de l'emblème dans un but décoratif (voir ci-après les articles 29, 30, 34) :

*Ad paragraphe 1er : Une figuration claire de l'emblème est essentielle pour que les personnes et biens ayant droit à son usage soient identifiés et, donc, efficacement protégés.*

*La protection ne dépend cependant pas de l'emblème. Une personne protégée non signalisée ou mal signalisée ne perd évidemment pas de ce seul fait son droit à la protection.*

Article 6 : Visibilité de l'emblème protecteur

L'emblème protecteur doit être identifiable d'aussi loin que possible. Il sera aussi grand que le justifient les circonstances. De nuit ou par visibilité réduite, il pourra être éclairé ou illuminé. Il sera, dans la mesure du possible, fait de matériaux le rendant reconnaissable par des moyens techniques de détection et apposé sur des drapeaux ou sur une surface plane visibles de toutes les directions possibles, y compris de l'espace aérien.

Article 7 : Usage de l'emblème indicatif en temps de conflit armé

En temps de conflit armé, la Société nationale qui continue d'exercer ses activités du temps de paix prendra toutes les mesures nécessaires pour que les personnes ou les biens sur lesquels figure l'emblème indicatif n'apparaissent pas comme des personnes ou des biens protégés par le droit international humanitaire; en particulier, l'emblème sera relativement de petites dimensions et il ne sera pas apposé sur un brassard ou une toiture. La Société nationale tiendra compte de la règle précédente dès le temps de paix, afin d'éviter tout risque de confusion avec l'emblème protecteur même en cas de conflit qui éclaterait soudainement.

Article 8 : Réglementation

La Société nationale fixera les conditions d'usage de l'emblème dans un règlement ou dans des directives internes.

*Le Règlement, ou les directives, pourraient notamment contenir :*

A. *A propos de l'emblème protecteur*

- *la référence à la législation nationale en la matière et au présent Règlement;*
- *l'indication des autorités compétentes pour autoriser l'usage de l'emblème protecteur;*
- *la liste des mesures à prendre au début d'un conflit pour éviter tout risque de confusion avec l'emblème indicatif;*
- *les conditions relatives à l'usage de l'emblème protecteur pour les personnes et les biens de la Société nationale.*

B. *A propos de l'emblème indicatif*

- *la référence à la legislation nationale en la matière et au présent Règlement;*
- *les conditions relatives au port de l'emblème indicatif par les membres actifs et passifs de la Société nationale ainsi que par les membres de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge de la Jeunesse;*
- *la liste des Sociétés affiliées dont les membres ont reçu le droit de porter l'emblème indicatif;*
- *la mention des personnes individuelles formées par la Société nationale et autorisées à porter l'emblème indicatif;*
- *la liste des hôpitaux, postes de secours et ambulances dirigés par des tiers autorisés à utiliser l'emblème indicatif;*

- *les dimensions et proportions de l'emblème indicatif;*
- *des précisions sur l'utilisation de l'emblème indicatif à des fins de recherches de fonds, de diffusion et sur des médailles ou autres témoignages de reconnaissance;*
- *les règles sur les documents justificatifs que doivent porter les personnes qui utilisent l'emblème indicatif.*

## CHAPITRE II : USAGE DE L'EMBLEME PROTECTEUR

### Section 1 : GENERALITES

#### Article 9 : Modalités d'utilisation

Avant d'utiliser l'emblème protecteur, la Société nationale doit obtenir l'accord de l'Autorité et régler avec elle les modalités d'utilisation. La Société nationale doit prendre les mesures nécessaires auprès de ses membres pour éviter tout risque de confusion avec l'emblème indicatif.

#### Article 10 : Société nationale d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit

La Société nationale d'un Etat neutre ou d'un autre Etat non Partie au conflit qui désire mettre des personnes ou des biens à disposition d'une Partie à un conflit armé doit au préalable obtenir l'accord de ladite Partie et de ses propres Autorités. Les modalités d'utilisation de l'emblème protecteur doivent être

fixées avec ladite Partie au conflit. Les personnes et les biens pourront arborer l'emblème protecteur dès leur départ.

Article 11 : Utilisation simultanée de l'emblème et du nom de la Société nationale et de l'emblème protecteur

Sous réserve des dispositions de l'article 9 et sauf avis contraire de l'Autorité, la Société nationale peut autoriser ses membres à utiliser simultanément son emblème et son nom avec l'emblème protecteur.

Dans les mêmes conditions, les biens mis à disposition de l'Autorité peuvent porter l'emblème et le nom de la Société.

Dans ces cas, l'emblème de la Société nationale doit être de petites dimensions.

Section 2 : LES PERSONNES

Article 12 : Le personnel sanitaire de la Société nationale

Avec le consentement de l'Autorité, le personnel sanitaire de la Société nationale peut porter l'emblème protecteur.

*Selon les Conventions, notamment l'article 26 de la 1ère Convention, le personnel sanitaire s'entend des personnes préparées par la Société nationale et mises à disposition du Service de santé de l'armée.*

*Selon le Protocole I (article 8, alinéa c) :*

- *l'expression "personnel sanitaire" s'entend des personnes exclusivement affectées par l'Autorité à des fins sanitaires, à savoir la recherche, l'évacuation, le transport, le diagnostic ou le traitement - y compris les premiers secours - des blessés, des malades et des naufragés, ainsi que la prévention des maladies;*

- *il s'entend également des personnes exclusivement affectées par l'Autorité soit à l'administration des unités sanitaires, soit au fonctionnement ou à l'administration des moyens de transport sanitaire;*

- *les affectations peuvent être permanentes ou temporaires.*

Article 13 : Circonstances se prêtant au port de l'emblème protecteur

En règle générale, le personnel sanitaire de la Société nationale se fera reconnaître au moyen de l'emblème protecteur lorsqu'il est en service, notamment dans les territoires occupés et dans les zones où des combats se déroulent ou semblent devoir se dérouler.

*Cet article est inspiré du Protocole I, article 18, paragraphe 3*

Article 14 : Carte d'identité

La Société nationale veillera à ce que l'Autorité délivre au personnel sanitaire de cette Société des cartes

d'identité ou des certificats attestant de leur statut.

*Ire Convention : voir les articles 40 et 41 et l'Annexe II. Protocole I : voir l'article 18, paragraphe 3 et de l'Annexe I, articles 1 et 2.*

## Section 3 : LES BIENS

### Article 15 : Les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire

Avec le consentement de l'Autorité, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire de la Société nationale seront marqués de l'emblème protecteur.

*Dans les Conventions, les unités sanitaires et les moyens de transport sanitaire s'entendent des formations, établissements, bâtiments , transport et matériel sanitaires (voir chapitre III, V et VI de la Ire Convention).*

*Selon le Protocole I (article 8, alinéas e et g) :*

- *l'expression "unités sanitaires" s'entend des établissements et d'autres formations organisées à des fins sanitaires (voir le Commentaire de l'article 12 ci-desus qui contient la définition des fins sanitaires). Elle concerne entre autres les hôpitaux et autres unités similaires, les installations à terre des embarcations de sauvetage, les centres de transfusion sanguine, les centres et instituts de médecine préventive et les centres d'approvisionnement sanitaire, ainsi que les dépôts de matériel sanitaire et de produits pharmaceutiques de ces unités.*

- *les unités sanitaires peuvent être fixes ou mobiles;*

- *l'expression "moyens de transport sanitaire" s'entend de tout moyen de transport affecté exclusivement au transport sanitaire et placé sous la direction de l'Autorité.*

Article 16 : Navires-hôpitaux et embarcations de sauvetages côtières

Avec le consentement de l'Autorité, les navires-hôpitaux et les embarcations de sauvetage côtières de la Société nationale seront signalisés au moyen de l'emblème protecteur de la manière prévue à l'article 43 de la IIe Convention de Genève de 1949.

*Les navires-hôpitaux doivent être porteurs d'un document de l'Autorité déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ. Leur noms et caractéristiques doivent être communiqués à toutes les Parties au conflit.*

*Les articles pertinents sont les articles 24, 25, 27 de la IIe Convention; l'article 22 du Protocole I. Ces navires et embarcations sont exempts de capture.*

Article 17 : Autres navires et embarcations sanitaires

Avec le consentement de l'Autorité, les autres navires et embarcations de la Société nationale, utilisés à des fins

sanitaires ou pour des transports de matériel sanitaire, de manière temporaire ou permanente, seront marqués de l'emblème protecteur. Outre le pavillon national - et, pour les navires et embarcations d'une Société nationale d'un pays neutre mis à disposition, le pavillon de l'Etat sous la direction duquel ils sont placés, - ces navires et embarcations seront signalisés, dans la mesure du possible, par un pavillon blanc à croix ou à croissant rouge flottant au grand mât, le plus haut possible.

*L'article pertinent est l'article 23 du Protocole I. Ces navires et embarcation ne sont pas exempts de capture.*

Article 18 : Aéronefs sanitaires

Avec le consentement de l'Autorité, les aéronefs sanitaires de la Société nationale seront marqués de l'emblème protecteur, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure, supérieure et latérale. Ils seront dotés de tout autre signalisation ou moyen de reconnaissance fixés par accord entre les belligérants.

*Les articles pertinents sont les articles 36 et 37 de la Ire Convention, l'article 22 de la IVe Convention, les articles 24 à 31 du Protocole I, les articles 9 à 13 de l'Annexe I du Protocole I.*

Article 19 : Signaux distinctifs

Avec le consentement de l'Autorité, la Société nationale pourra signaler les biens sanitaires avec, en plus de l'emblème protecteur, des signaux distinctifs, à savoir des signaux lumineux,

des signaux radios ou des moyens d'identification électroniques.

*La réglementation sur les signaux distinctifs se trouve dans l'Annexe I du Protocole I, articles 5 à 8.*

Article 20 : Signalisation dès le temps de paix

Avec le consentement de l'Autorité, la Société nationale peut signaliser au moyen de l'emblème protecteur, en temps de paix déjà, les biens dont l'affectation sanitaire en cas de conflit armé présente un caractère définitif.

## Chapitre III - USAGE DE L'EMBLEME INDICATIF

### Section 1 : LES PERSONNES

Article 21 : Membres actifs et membres passifs

Les membres actifs et les employés de la Société nationale peuvent porter l'emblème de cette Société pendant qu'ils exercent une activité à son service.

Les membres actifs, en dehors de cette activité, et les membres passifs, en toutes circonstances, ne peuvent porter qu'un emblème de petites dimensions, par exemple sous forme de broche ou de bouton.

*La notion de "membre passif" peut englober notamment les membres de soutien et les membres d'honneur.*

Article 22 : Membres de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la Jeunesse

Les règles de l'article 21 concernant les membres actifs sont applicables. L'emblème sera entouré ou souligné des mots "Croix-Rouge de la Jeunesse" ou "Croissant-Rouge de la Jeunesse" ou des initiales "CRJ".

Article 23 : Membres des Sociétés affiliées

La Société nationale peut autoriser, si cela est conforme à la législation nationale, des Sociétés affiliées visant les mêmes buts qu'elle ou des buts analogues, à conférer à leurs membres le droit de porter l'emblème indicatif dans les mêmes conditions que les membres actifs de la Société nationale, telles que définies à l'article 21.

D'autres utilisations de l'emblème par les Sociétés affiliées seront soumises à l'agrément de la Société nationale.

Les Sociétés affiliées utiliseront l'emblème toujours en relation avec leur nom, leurs initiales ou leur propre emblème.

La Société nationale exercera un droit de regard sur les activités de la Société affiliée à laquelle elle aura accordé une telle autorisation et contrôlera l'usage de l'emblème par cette dernière. Elle se réservera en outre le droit de retirer l'autorisation en tout temps, avec effets immédiats.

Article 24 : Personnes individuelles formées par la Société nationale

La Société nationale peut autoriser, si cela est conforme à la législation nationale, les personnes non membres instruites par elle ou qui ont subi des examens dirigés par elle, à porter l'emblème indicatif, qui sera de petites dimensions, par exemple sous forme de broche ou de bouton.

Section 2 : LES BATIMENTS

Article 25 : Bâtiments et locaux utilisés par la Société nationale

Le nom et l'emblème de la Société nationale peuvent figurer sur les bâtiments et les locaux utilisés par la Société, qu'ils lui appartiennent ou non.

Dans le cas où le bâtiment n'est que partiellement utilisé par la Société nationale, l'emblème ne pourra figurer que sur les locaux qu'elle utilise.

En temps de conflit armé, l'emblème indicatif sera de petites dimensions et ne sera pas apposé sur la toiture.

*Lorsque la Société nationale partage un bâtiment avec d'autres personnes ou sociétés, elle veillera à ce que les activités de ses voisins ne puissent indirectement porter préjudice à son renom.*

Article 26 : Bâtiments et locaux appartenant à la Société nationale, non occupés par elle

La Société nationale n'apposera pas l'emblème indicatif sur des bâtiments ou des locaux qui sont sa propriété, mais qu'elle n'occupe pas, et qu'elle loue ou prête à des tiers.

Section 3 : HOPITAUX, POSTES DE SECOURS ET VEHICULES

Article 27 : Hôpitaux, postes de secours et véhicules de la Sociétés nationale

Le nom et l'emblème de la Société nationale peuvent figurer sur les hôpitaux et les postes de secours dirigés par la Société et sur les véhicules, en particulier les ambulances, utilisés par ses membres et ses employés. En temps de conflit armé, l'emblème indicatif sera de petites dimensions.

*Afin d'éviter des abus, la Société nationale veillera, le cas échéant, à masquer son emblème et son nom si elle prête un véhicule à d'autres organisations.*

Article 28 : Hôpitaux, postes de secours et ambulances dirigés ou utilisés par des tiers

La Société nationale peut autoriser l'usage de l'emblème indicatif pour signaliser, en temps de paix, les hôpitaux, les postes de secours et les ambulances gérés sans but lucratif par des tiers, à condition que cela soit prévu par la législation nationale.

La Société nationale ne donnera cette autorisation qu'en échange du droit de contrôler régulièrement l'usage qui est fait de l'emblème. Elle se réservera en outre le droit de retirer l'autorisation en tout temps, avec effets immédiats.

*L'article 44, paragraphe 4, de la Ire Convention est plus restrictif que l'article 28 ci-dessus : il permet seulement la signalisation des postes de secours et des ambulances exclusivement réservés aux soins gratuits. Il apparaît que la règle de la gratuité est trop stricte et, afin d'éviter des abus, qu'il est meilleur de fixer une autre limite. L'absence de but lucratif a pour avantage de maintenir l'idée de service bénévole liée au mouvement de la Croix-Rouge. Il permet aussi d'inclure les postes de secours, auxquels on a ajouté les hôpitaux, et les ambulances des services de santé publics, ce qui est le voeu de bon nombre de Sociétés nationales. L'extension par rapport à la Ire Convention est considérée comme admissible par le fait qu'elle en respecte l'esprit et que le présent Règlement est adopté par la Conférence internationale de la Croix-Rouge à laquelle les Etats participent, et qu'en outre elle doit être prévue dans la législation nationale de chaque Etat intéressé.*

*La Convention des Nations Unies sur la signalisation routière, adoptée à Vienne le 8 novembre 1968, de même que l'accord européen la complètant, adopté à Genève le 1er mai 1971, prévoient deux signaux routiers sur lesquels figurent l'emblème :*

*a) le signal "poste de secours" (F1), constitué de la croix et du croissant rouges sur fond blanc, le tout encadré de bleu.*

*S'agissant de l'emblème indicatif, la Société nationale demandera aux Autorités de ne l'utiliser que pour signaler des postes de secours dirigés ou autorisés par elle.*

*b) le signal "hôpital" (E12b), constitué d'une croix rouge ou d'un croissant rouge sur fond bleu ainsi que d'un lit blanc. Le fond bleu n'étant pas conforme au présent Règlement, la Société nationale demandera aux Autorités de n'utiliser que l'autre signe "hôpital" (E12a), également prévu par ces traités, constitué de la lettre H blanche sur fond bleu.*

## Section 4 : DIFFUSION, RECHERCHES DE FONDS, EMPLOIS DIVERS

### Article 29 : Matériel de diffusion et de propagande

La Société nationale est libre d'utiliser l'emblème indicatif pour appuyer ses campagnes de diffusion et de recherches de fonds, notamment sur des imprimés ou des publications, sur des papillons, des affiches, des placards publicitaires, des timbres-poste, des vignettes, des souvenirs philatéliques. L'emblème sera de préférence accompagné du nom de la Société, ou d'un texte, ou d'un dessin de propagande.

Lorsque l'utilisation est décorative, une figuration de fantaisie est permise dans les limites de l'article 2 (respect et dignité de l'emblème).

*En ce qui concerne l'utilisation décorative, voir l'article 5 ci-dessus. La figuration de fantaisie pourra consister par exemple en une croix rouge sur fond non blanc, un croissant dont la nuance du rouge contient des gradations, une croix*

*découpée, un emblème recouvert d'un motif, etc.*

Article 30 : Objets mis en vente ou offerts au public par la Société nationale

Les objets mis en vente ou offerts au public par la Société nationale peuvent porter l'emblème indicatif. L'emblème pourra avoir un caractère décoratif. Il sera de préférence accompagné du nom de la Société, ou d'un texte, ou d'un dessin de propagande. L'objet sera de dimensions réduites ou, sinon, fabriqué dans du matériel rapidement périssable.

Les objets seront tels qu'ils ne puissent suggérer la protection du droit international humanitaire ou l'appartenance au mouvement de la Croix-Rouge. En particulier, la vente et la distribution de vêtements, de drapeaux ou de fanions munis de l'emblème seul ne sont pas autorisées.

D'une manière générale, l'emblème sera utilisé de sorte qu'il ne puisse donner lieu à un usage abusif.

Article 31 : Services offerts et manifestations organisées par la Société nationale

Lorsque la Société nationale offre des services ou organise des manifestations, régulières ou permanentes, dans un but de diffusion ou de recherche de fonds, elle utilisera l'emblème de manière restreinte, afin que ces services ou manifestations ne deviennent pas plus représentatifs des activités de la Société que ses activités humanitaires et sociales.

*Par exemple, la Société nationale évitera de désigner par de grandes croix rouges le local dans lequel elle organiserait toutes les semaines ou tous les mois une vente d'objets afin d'en retirer un bénéfice, même destiné à des activités statutaires.*

Article 32 : Demandes de tiers à mettre des objets en vente

En règle générale, la Société nationale n'autorisera pas l'apposition de l'emblème sur des objets mis en vente par des tiers, notamment des entreprises commerciales.

Des exceptions pourront être faites dans un but de diffusion. L'emblème ne figurera cependant que sur des personnages ou objets qui, dans la réalité, peuvent porter l'emblème indicatif ou protecteur (par exemple : ambulances militaires miniatures, images représentant des membres du Service de santé de l'armée ou des délégués de la Société). L'autorisation sera limitée quant au temps ou au nombre d'objets. Elle pourra être subordonnée au paiement d'une somme d'argent, mais son but principal devra demeurer la diffusion.

La Société nationale exigera du tiers toutes les facilités nécessaires à un contrôle en tout temps, avec possibilité de retrait de l'autorisation avec effets immédiats.

Article 33 : En cas de collaboration avec d'autres organisations

Les Sociétés nationales collaborant avec d'autres organisations à une action humanitaire ne peuvent pas partager leur emblème avec celles-ci.

Article 34 : Médailles et autres témoignages de reconnaissance

L'emblème de la Société nationale peut figurer sur les médailles et autres témoignages de reconnaissance, à condition d'être accompagné du nom de la Société et, si possible, de quelques mots qui indiquent la signification de la médaille ou précisent le témoignage rendu. L'utilisation peut avoir un caractère décoratif.

Article 35 : Envois de secours

La Société nationale peut utiliser son nom et son emblème pour marquer les secours acheminés par rail, route, eau ou air et destinés aux victimes de conflits armés ou de catastrophes naturelles.

La Société nationale veillera à empêcher tout abus.